

## "L'ambition du SICP est d'apporter du dynamisme syndical au sein du corps des commissaires" (Olivier Boisteaux)



Olivier Boisteaux,  
président du SICP

"Notre ambition est d'apporter du pluralisme et du dynamisme syndical au sein du corps des commissaires", déclare Olivier Boisteaux à AEF info.

Le président du **Syndicat indépendant des commissaires de police** (CFE-CGC) répond aux questions d'AEF info dans le cadre d'une série d'interviews réalisées en vue des élections professionnelles, qui se dérouleront du 30 novembre au 6 décembre 2018 dans la police nationale.

"Nous espérons faire au moins le même score qu'en 2014 pour poursuivre dans cette voie", estime le syndicaliste.

Olivier Boisteaux détaille les principales revendications du SICP au profit des commissaires et demande un décloisonnement entre les différentes entités de la police nationale.

### AEF info : Quelles sont les problématiques les plus immédiates pour le corps des commissaires de police ?

**Olivier Boisteaux :** Celle qui nous semble prioritaire concerne le manque d'attractivité d'un certain nombre de postes, notamment dans des villes de province ou en administration centrale. En effet, pour que notre corps continue à être dynamique et vivace, il convient que les commissaires de police puissent occuper l'ensemble des postes qui leur sont aujourd'hui dévolus, et ce sur l'ensemble du territoire national.

Cette situation résulte de plusieurs facteurs. En sécurité publique, mais également dans les autres directions spécialisées, les commissaires souffrent d'une perte de sens de leur métier, avec une charge mentale qui augmente et un reporting toujours plus contraignant. Aujourd'hui, les commissaires passent plus de temps à remplir des tableaux statistiques et à trier leurs courriels qu'à gérer leur service ! Par ailleurs, l'obligation de mobilité professionnelle des commissaires manque d'accompagnement : la mutation implique souvent le déplacement d'une cellule familiale dans son ensemble, ce qui est plus complexe qu'il y a quelques années.

À ce sujet, notre cheval de bataille est la prise en charge du logement pour l'ensemble des commissaires, via une indemnité ou une concession de logement. Les commissaires sont les seuls fonctionnaires astreints à la mobilité à ne pas disposer de cette facilité, contrairement aux gendarmes, aux directeurs d'hôpitaux ou encore aux directeurs de l'administration pénitentiaire. À cause de cette situation, la DGPN a du mal à trouver des candidats pour certains postes prestigieux en administration centrale ! Sur ce point, nous constatons que notre concurrent a une position très accompagnatrice de l'administration et préconise avant tout la seule réorganisation des quelque 500 concessions de logement qui existent actuellement dans la police. Nous pensons qu'il faut aller beaucoup plus loin. Lorsque nous rencontrons des commissaires, c'est la première chose dont ils nous parlent.

Un autre sujet sensible concerne le mouvement de réforme permanent au sein de la police nationale qui épuise particulièrement les commissaires de police. Nous n'avons pas le temps de mettre en œuvre une réforme, encore moins de l'évaluer, que la suivante doit déjà être déployée. Je pense notamment au temps de travail, à la réforme territoriale dans la sécurité publique (lire sur AEF info), aux zones de sécurité prioritaires (lire notre dossier), aux quartiers de reconquête républicaine (lire sur AEF info)... Nous ne sommes pas contre les réformes, mais il faudrait savoir mettre le pied sur le ballon pour laisser à nos collègues le temps de souffler un peu et leur permettre ainsi de retrouver une sérénité nécessaire.

### AEF info : Au-delà du cas des commissaires de police, quelles sont les réformes qui vous semblent nécessaires au sein de la police nationale ?

**Olivier Boisteaux :** Il y a un besoin d'unifier l'institution police, qui est découpée en plusieurs structures dissociées. En particulier, la police nationale est morcelée en trois entités – DGPN, DGSI et Préfecture de police. Cela conduit à des difficultés pour avoir une stratégie globale de sécurité et une unité de commandement. Au sein de la DGPN elle-même, le fonctionnement en tuyaux d'orgue entraîne plusieurs difficultés, notamment celle d'avoir un interlocuteur unique pour les partenaires de la police, spécifiquement au niveau local. Sur ce point, nous notons que la DGPN envisage d'expérimenter une direction zonale dans le Nord, regroupant la sécurité publique, la police judiciaire et la PAF. L'idée est intéressante, et nous souscrivons à cette réflexion à condition évidemment que la nouvelle structure soit gérée par un commissaire de police !

**AEF info : La relation avec la justice est également l'un des points à améliorer, selon le SICP...**

**Olivier Boisteaux :** La police et la justice sont toutes deux des maillons indispensables de la chaîne pénale. Ce qui me navre, c'est le manque d'implication de la justice, notamment des magistrats du siège, pour prendre connaissance de la situation de sécurité de leur territoire de compétence. Les juges ne participent que rarement aux multiples structures partenariales. Or, sans remettre en cause leur indépendance, ils pourraient ainsi travailler main dans la main avec les acteurs de la chaîne pénale et éviter de s'enfermer dans leur tour d'ivoire...

La situation est d'autant plus urgente que l'on sait aujourd'hui qu'un petit nombre de multi-réitérants sont à l'origine d'une majorité de faits de délinquance ! Il y a donc un vrai sujet sur l'incarcération des délinquants les plus nocifs pour la société, d'autant que le taux de détenus par habitant en France est largement inférieur à la moyenne de l'Union européenne. Et en les neutralisant, on allégerait la charge de travail des policiers et des magistrats.

**AEF info : Quelles sont vos ambitions pour ce scrutin ?**

**Olivier Boisteaux :** Depuis notre création en 2005, notre ambition est avant tout d'apporter du pluralisme et du dynamisme syndical au sein du corps des commissaires. C'est aujourd'hui le cas, et nous espérons faire au moins le même score qu'en 2014 pour poursuivre dans cette voie.

**AEF info : Qu'est-ce qui vous différencie du syndicat majoritaire, le SCPN ?**

**Olivier Boisteaux :** Nous cherchons avant tout à avoir une approche pragmatique et ambitieuse au profit des commissaires de police, comme je l'expliquais au sujet du logement. Nous demandons aussi le versement semestriel de la part de l'IRP versée annuellement. Ces mesures très concrètes sont attendues par nos collègues. Le SCPN est davantage dans l'accompagnement de l'administration et s'intéresse moins aux revendications catégorielles des commissaires.

**AEF info : N'est-il pas délicat pour le SICP de se présenter et de siéger avec une organisation, Synergie officiers, qui souhaite la création d'un corps unique à la tête de la police nationale, mesure à laquelle vous êtes opposés ?**

**Olivier Boisteaux :** L'appartenance à une fédération de syndicats et, pour ce qui nous concerne, à la CFE-CGC, dont fait effectivement partie Synergie officiers, nous permet de siéger dans de nombreuses instances fondamentales pour la vie de notre corps comme celle de notre institution – CTRPN, CTM, CHSCT, etc. À chaque fois qu'un dossier concerne spécifiquement notre corps, le SICP peut ainsi porter la voix de ses mandants au sein de ces instances.

Pour autant, le fait d'appartenir à la même fédération de nous enlève en rien notre liberté de parole et ne nous contraint en rien au regard de nos positions pour défendre notre vision de l'avenir du corps de commandement et de direction.

Nous l'avons démontré à de nombreuses reprises, et cela ne changera pas. Même si nous pouvons être ponctuellement en opposition sur certaines thématiques, il y a un respect mutuel qui existe entre les composantes de cette fédération qui nous permet de peser ensemble sur bien des sujets transversaux et institutionnels qui dépassent ce sujet de la "fusion des corps".

**AEF info : Au cours des derniers mois, les responsables du ministère de l'Intérieur ont régulièrement insisté sur la décentralisation des pouvoirs au sein de la police, notamment pour la gestion des crédits d'entretien des locaux ou encore pour la mise en œuvre de la police de sécurité du quotidien. Est-ce que cela s'est traduit dans les faits ?**

**Olivier Boisteaux :** Oui, nous savons par exemple que 1 million d'euros a été débloqué pour permettre aux chefs de service d'organiser des moments de convivialité. La gestion de certains petits achats a aussi été déconcentrée au cours des dernières années. C'est un mouvement naturel auquel nous sommes favorables. Pour ce qui concerne la police de sécurité du quotidien, l'arrivée d'effectifs est plutôt bien ressentie dans les quartiers les plus difficiles, mais cela reste une logique de saupoudrage local. Et la logique de la réforme fait une fois de plus reposer principalement les problèmes de sécurité sur la seule police nationale qui, parce qu'elle fortement hiérarchisée, est souvent bien plus réactive que les autres administrations partenaires.

**AEF info : Autre sujet d'actualité : la simplification de la procédure pénale. Que pensez-vous du projet de loi de programmation de la justice ?**

**Olivier Boisteaux :** Pour nous, le projet initial était une réformette à des années-lumière des attentes des policiers.

Le peu de positif qu'il contenait, le Sénat l'a rayé d'un trait de plume, allant jusqu'à vouloir imposer l'avocat lors des perquisitions ! Les députés devraient à présent rétablir le texte, mais il ne règlera pas le problème de la lourdeur procédurale.

Demander aux enquêteurs de faire un travail de sous-greffiers est devenu à proprement parler insupportable pour beaucoup de policiers et il est urgentissime d'engager une vraie réflexion pour simplifier une procédure pénale, qui apparaît comme un repoussoir à vocations dans la filière investigation. Si on ne progresse pas sur cette thématique, les services d'investigation n'auront bientôt plus de volontaires pour y exercer et, dans ce domaine particulier, l'efficacité repose avant tout sur l'envie et la motivation. L'oralisation ou l'usage de moyens techniques modernes sont des pistes à explorer d'urgence si on ne veut pas être amenés à constater la faillite définitive du système actuel.